

Tudi KERNALEGENN et Romain PASQUIER (dir.), *L'Union démocratique bretonne. Un parti autonomiste dans un État unitaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2014, 271 p.

Cet ouvrage est issu d'un colloque universitaire organisé à l'IEP de Rennes à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création en janvier 1964, par une poignée de jeunes militants issus du Mouvement pour l'organisation de la Bretagne (MOB) de Yann Fouéré et en rupture avec le mouvement breton traditionnel et conservateur, de l'Union démocratique bretonne (UDB), petit parti politique autonomiste/régionaliste breton de gauche. Pour cette première étude scientifique, Tudi Kernalegenn et Romain Pasquier, qui ont introduit et conclu ce travail, ont croisé les approches de douze historiens et politistes pour mettre en perspective l'histoire et les positionnements successifs de l'UDB, cette formation qui n'est jamais parvenue à percer sur le plan électoral en Bretagne. L'ouvrage comporte une préface de Lieven De Winter, le spécialiste belge des partis ethnorégionalistes en Europe. En outre, pour la publication, les directeurs de l'ouvrage ont rassemblé des matériaux fort utiles : affiches de l'UDB en couleurs, photos de militants, de congrès et de unes du journal de l'UDB, *Le Peuple breton*, visualisant cinquante années d'évolutions politiques, repères chronologiques, chartes, résultats électoraux. Toutes ces données permettent de saisir l'ancrage et les limites électorales de l'UDB ainsi que ses stratégies d'alliances.

L'ouvrage est organisé en quatre parties dont trois croisent des approches complémentaires et comparatistes. Dans la première partie, quatre politistes analysent « l'UDB et l'espace politique du régionalisme ». Dans « Régionalisme et compétition politique en France », R. Pasquier présente la genèse, l'évolution dans la durée et le poids actuel (électoral) du régionalisme en situant le cas breton par rapport aux autres mouvements régionaux français. T. Kernalegenn s'intéresse à la fédération formée en 1994 par ces petits partis des régions périphériques de la France hexagonale : « Régions et Peuples solidaires, un parti pour les minorités ? ». Différents documents (cartes, chronologie, composition) cernent une organisation originale que peu de gens connaissent en dehors des initiés. Carlo Pala dans « Militantisme et régionalisme » compare le modèle d'organisation, la culture politique, le rapport à la langue régionale et la perception que les militants ont d'eux-mêmes de deux « petits partis » : l'UDB et le PsdAz, le Parti sarde d'action, une organisation autonomiste-indépendantiste de Sardaigne. Enfin Lontzi Amado-Borthaye présente les divers mouvements basques français à l'histoire très compliquée (dans leurs relations avec les forces basques d'Espagne dont l'ETA). Cette histoire a débouché en 1988 sur la formation d'une coalition Abertzaleen Batasuna (AB) dont la trajectoire est comparée à celle de l'UDB. Ce texte pose une question intéressante : celle du passage de ces deux organisations « du nationalisme identitaire au nationalisme régional ? ». Mais ce qualificatif de nationalisme est, à mon sens, discutable pour l'UDB et ce postulat aurait mérité d'être explicité.

La seconde partie est consacrée à « L'UDB dans l'espace politique breton » avec trois études permettant de cerner les relations de l'UDB avec ses partenaires-adversaires de gauche et son implantation : « L'UDB et les élections municipales » (Jean Guiffan), « Les relations entre l'UDB et les socialismes bretons » (François Prigent), « L'UDB et l'écologie politique (1974-2004) » (Martin Siloret). Ce sont des études solides d'historiens, bien argumentées, et disons-le indispensables à la connaissance de ce parti et à l'analyse de son enracinement sociétal.

La troisième partie s'intéresse précisément à la place de « L'UDB dans les mouvements sociaux ». À partir des cinq grèves qu'il a étudiées et surtout de leur mémoire, Vincent Porhel pose la question « d'un rendez-vous manqué » de l'UDB avec le mouvement social. Gilles Simon étudie « la subversion des catégories d'un parti politique » en montrant les hésitations et les évolutions de « L'UDB dans la controverse du nucléaire (1974-1981) », à savoir le passage de la foi dans le credo du progrès industriel pour développer la Bretagne au rejet de l'implantation d'une centrale atomique à Plogoff à partir de 1978. Avec le recul, ce virage est fondamental, car il a permis le rapprochement et les alliances de l'UDB avec les Verts, leur entrée au conseil régional en 2004 et l'élection d'un député en 2012.

Trois études thématiques précisent des aspects peu connus de l'histoire de ce parti. D'abord Erwan Chartier étudie le rapport de l'UDB à « la question de la violence politique », question centrale en Bretagne à l'époque des FLB successifs et des attentats. L'identité politique de l'UDB se forge en condamnant le recours à l'action violente, même si l'organisation peut soutenir les prisonniers politiques bretons du FLB-ARB lors des procès des années 1970. Cédric Choplin présente le fonctionnement d'une publication de l'UDB en breton, *Pobl Vreizh*, « le petit frère bretonnant du *Peuple Breton* », l'organe du parti, qui selon lui a joué un rôle majeur dans son développement. Dans une étude originale et bourdieusienne, Mannaig Thomas focalise son attention sur un moment (1967-1974) et une génération de poètes bretons, militants de l'UDB, qui ont marqué une séquence importante des années 1968 en Bretagne et au-delà. Elle s'intéresse à « la poésie engagée-enragée des écrivains de l'UDB » (P. Keineg, Y. B. Piriou, Evenou, G. Servat...) qui produisent pendant un temps une poésie et une littérature de combat.

La dernière partie rassemble quatre témoignages d'acteurs de premier plan de l'UDB qui ont pris soin, de manière chronologique, de mettre en perspective leur action sans masquer les difficultés, les crises internes et les scissions, les inflexions de la ligne politique sur un demi-siècle. L'historien brestois Ronan Leprohon, l'un des fondateurs historiques, rappelle l'essor des années 1960-1970, suivi de Herri Gourmelen, porte-parole de l'UDB, sur « Les années Mitterrand, crise et redressement (1980-1994) ». Deux élus abordent les évolutions récentes : Christian Guyonvarc'h « L'UDB entre revendications et institutions : les années 2000-2010 » et Paul Molac, proche de l'UDB mais faisant partie du groupe parlementaire des écologistes (EELV), l'unique député régionaliste de France métropolitaine élu en 2012 à Ploërmel.

Dans son texte, « Un député autonomiste à l'Assemblée nationale ? », il précise comment il se positionne politiquement et comment il voit son rôle au Parlement. Ces témoignages seront utiles aux historiens du temps présent.

Au total, cet ouvrage collectif et universitaire consacré à l'histoire de l'UDB est novateur tant par son objet que par ses approches car il permet de resituer ce parti dans son environnement régional, national et européen, dans une période dans laquelle on ne peut pas évacuer les questions identitaires et la montée des régionalismes, voire des séparatismes en Europe. Une confrontation avec les expériences des partis gallois, écossais, catalans ou flamands aurait permis d'élargir le champ du comparatisme. Ce pourrait être l'objet d'un autre colloque et d'un autre livre.

Christian BOUGEARD

Sharif GEMIE, *La nation invisible. Bretagne, 1750-1950*, traduction de l'anglais par Patrick GALLIOU, Spézet, Coop Breizh, 2013, 324 p.

La publication en langue française de *La nation invisible* mérite assurément d'être portée à la connaissance des spécialistes et amateurs de l'histoire bretonne. D'abord parce qu'il n'est pas si fréquent que le passé de la Bretagne suscite l'intérêt d'un chercheur étranger, ici Sharif Gemie, professeur à l'université du Sud du Pays de Galles, auteur de nombreux ouvrages sur des thèmes fort variés, mais qui intéressent souvent la France des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Ensuite parce qu'il n'est pas si courant que l'historiographie de la Bretagne contemporaine s'enrichisse d'un véritable essai ; non pas d'une synthèse : d'un essai, c'est-à-dire d'un ouvrage structuré par une thèse et qui vise à repenser tout un pan de l'histoire régionale ; et telle est bien la nature de ce livre, publié outre-Manche en 2007 et servi par la traduction remarquablement limpide de Patrick Galliou.

L'objet de *La nation invisible* est la formation de l'identité bretonne au cours des deux derniers siècles. S. Gemie cherche au fond à comprendre pourquoi un mouvement nationaliste n'a pas pris corps au sein de la Bretagne historique entre le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, moment où, dans la Péninsule comme ailleurs, commence à s'inventer la nation, et le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, qui fait certainement césure dans l'histoire du rapport des Bretons à leur identité en ceci que cette identité tend alors à se détacher du traditionalisme qui l'a longtemps phagocytée. La démonstration se déploie durant huit chapitres qui suivent *grosso modo* la chronologie et que l'on peut grouper en trois blocs. Les chapitres 1 à 3 forment une entrée en matière quelque peu hétérogène : l'auteur se penche d'abord sur la naissance des études celtiques et la façon dont celles-ci ont infusé les diverses formes de discours nationaliste qui ont pris ultérieurement la Bretagne pour objet ; il décrit ensuite la manière dont la région a traversé la décennie révolutionnaire ; enfin, il tente une comparaison assez audacieuse entre la représentation de la Bretagne et la représentation de